

Comment la Politique monétaire Ouest Africaine peut-elle être un véritable outil d'intégration et d'inclusion économique ?

Résumé

Cet article vise principalement à faire réconcilier d'un côté, l'intégration économique et la création d'une zone économique inclusive en Afrique de l'Ouest avec pour outil la politique monétaire. La question est de savoir comment passer de la théorie à la pratique, des structures aux participants, de l'intégration à l'inclusion ?

L'idée d'écrire cet article est partie de la théorie quantitative de la monnaie ($MV=PT$). De façon pratique, il s'agit d'une équation d'échange qui rapproche la politique monétaire (MV) et son impact sur l'économie réelle (PT). Cela illustre de manière subtile le passage entre les décisions monétaires et les effets souhaités en termes de prix (P) des biens et services et de la dynamique des transactions (T) au sein des économies intégrées voire inclusives. La méthodologie utilisée est une analyse comparative structurelle qui permet d'évaluer les performances des pays selon leurs choix de politiques monétaires traduisant aussi leur niveau d'intégration économique. La diversité des politiques monétaires appliquées au sein des pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(CEDEAO) et l'analyse de la convergence des taux d'intérêt réels et d'autres indicateurs macroéconomiques, nous ont conduits à proposer une nouvelle formulation de la politique monétaire.

En somme, le choix des politiques monétaires doit viser l'inclusion économique caractérisée par une médiation structurelle des économies intégrées. Le principe moral de l'intégration économique étant donc la valorisation de la différence, l'acceptation de l'Autre. Ce sont en effet nos différences qui nourrissent et perpétuent l'Echange, l'Economie.

Avant-propos

Les crises financières successives¹ ont révélé au grand jour les limites de la théorie économique : celle-ci n'a su ni prévenir, ni même trouver une solution durable aux effets négatifs de la politique short-termiste qui s'est imposée. Cela est le signe d'un profond dysfonctionnement qui exige un renouvellement radical, peut-être avec des méthodes et outils économiques plus spécifiques et contextuels, au premier rang desquels la monnaie et la création de zones économiques de libre échange. A ce sujet, le 21 mars 2018, 44 pays Africains ont été signataires de la création de la plus large zone de libre échange au monde nommée la ZLEC : Zone de Libre Echange Continentale. Cette zone renferme plusieurs regroupements économiques régionaux dont des pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur lesquels porte cet article. Notre cadre de réflexion part d'un postulat philosophique relatif à la théorie quantitative de la monnaie ($MV=PT$). Cette théorie est en effet celle de la neutralité monétaire qui signifie que la quantité de monnaies émise n'a pas d'incidence sur l'ensemble des échanges et l'économie réelle. De ce point de vue, la monnaie se trouve

1 1999 à 2009 : le Zimbabwe connaît une crise d'hyperinflation sans précédent menant à une forte dollarisation de son économie. 2007 à 2009 : Crise des suppresses marquée par un risque systémique des marchés financiers, des banques, de l'immobilier avec des taux d'intérêts très élevés. C'est une crise réelle de la confiance! 2009 - 2018 : Crise de la dette grecque, celle de l'Espagne en 2010, suivie par la politique d'austérité en Europe et l'assouplissement quantitatif ou *quantitative easing* au Japon, aux Etats unis, etc., visant une relance économique mondiale qui tarde.

être une sorte de médiateur sans influence spécifique sur la quantité des transactions, et pourtant la monnaie est au cœur des échanges, c'est le pont économique. Vue sous un angle philosophique, la théorie quantitative de la monnaie présente une équation d'échange qui tente de rapprocher la politique monétaire (MV) et son impact sur l'économie réelle (PT). Cette formule exprime de manière subtile le passage entre les décisions monétaires et les effets macroéconomiques souhaités en termes de prix (P) des biens et services, de la dynamique des transactions (T). Ainsi, le choix de la politique monétaire pourrait servir de lien entre la théorie et la pratique économique, entre les décisions structurelles et le niveau d'implication des acteurs économiques, entre l'intégration économique et la construction d'une économie inclusive durable. Mais comment y parvenir ?

1. Monnaie et zones économiques : approche théorique et définitionnelle

1.1 Monnaie et intégration

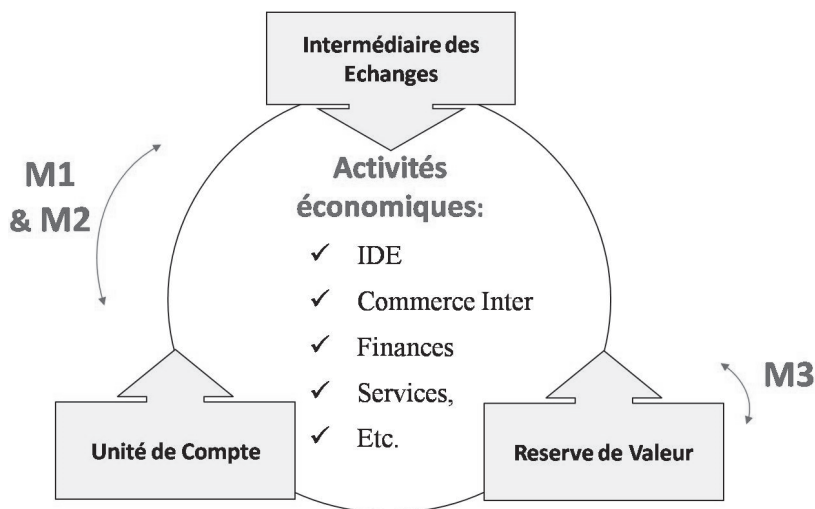
Le lien entre la monnaie et la création d'espaces de libres échanges plus larges est existentiel. En effet, l'élargissement de l'espace de circulation ou d'acceptation d'une monnaie au-delà des limites des souverainetés nationales renforce la valeur, le rôle et la pérennité de cette monnaie. C'est un moyen de transaction dont la valeur dépend de la demande qui est motivée par l'ensemble des échanges sur un espace défini. La monnaie, selon le Gouverneur actuel de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) M. KONE Tiémoko Meyliet² « *est un ensemble de mécanismes qui permet à un pays d'organiser ses paiements et transactions* ». Cette définition de la monnaie convient parfaitement mais il ne faudrait pas la confondre avec l'activité de fabrication de billets, pièces, ou autres moyens de paiement **électronique qui sont purement**

2 Monsieur Tiémoko Meyliet KONE est le Gouverneur de la Banque Centrale a été nommé en 2011 par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UMOA pour une durée de six ans, renouvelée.

à but commercial avec une visée de rentabilité liée à l'utilisation de technologies avancées. Pour lui, « les billets sont du papier fiduciaire avec des caractéristiques particulières ».

Les trois (3) fonctions classiques définissant³ la monnaie sont représentées ci-dessous:

Figure 1.1.1: Fonctions de la monnaie



Source: Représentation propre au rédacteur de cet article

Ces trois fonctions de la monnaie peuvent être interprétées comme suit :

– **Elle est l'intermédiaire des échanges** : la monnaie rend possible des échanges qui seraient beaucoup trop complexes, et donc impossibles, avec le simple troc. Cette fonction fondamentale consiste à séparer l'acte d'achat de celui de la vente, permettant ainsi les transactions sans nécessiter une double coïncidence des besoins. A ce titre, la monnaie doit être généralement acceptée (par la communauté) comme telle ; ce qui lui donne un rôle et une dimension d'intégration économique, sociale et culturelle intrinsèque.

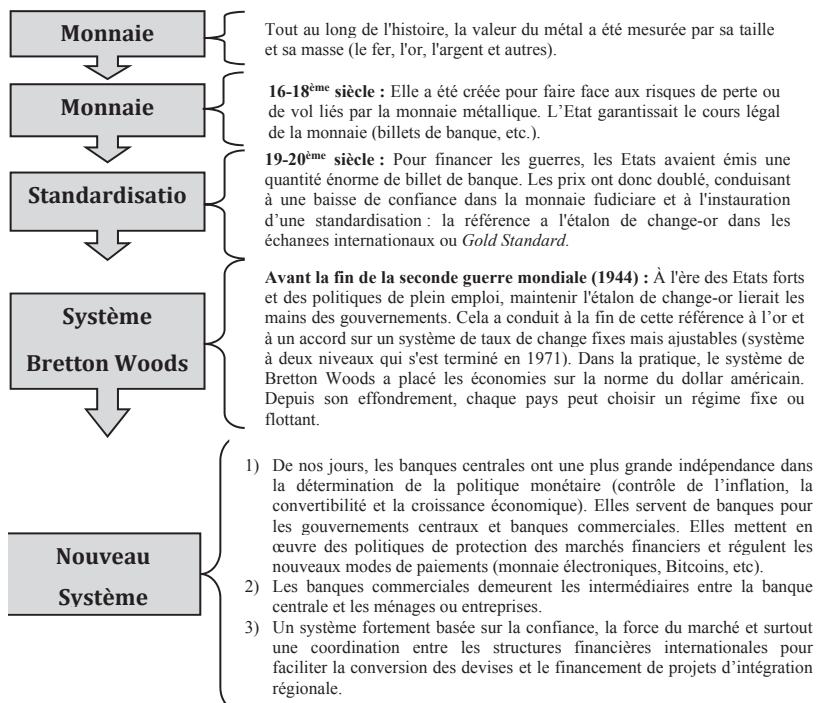
3 Heijdra and Van der Ploeg 2002; Mankiw 2003; Abel, Bernanke and Croushore 2008; Colander 2004.

- **Elle est une unité de compte** : c'est l'instrument dans lequel s'expriment les prix et valeurs, c'est la principale mesure de la richesse créée et des autres indicateurs économiques dont l'inflation, le salaire, etc.
- **Elle est enfin une réserve de valeur** favorisant l'épargne, l'investissement, la croissance à long terme et le développement. Cette dernière fonction va bien au delà des éléments macroéconomiques évoqués tantôt : il s'agit ici, par la politique monétaire adoptée, de garantir la stabilité des prix (taux d'intérêt, taux de changes, prix des biens et services, etc.).

De plus, dans un monde où les processus de production et d'échange sont de plus en plus imbriqués du fait de la mondialisation, le taux de change gagne une plus grande importance dans la politique monétaire adéquate aux économies nationales. Ce besoin croissant d'une monnaie et d'une politique monétaire stable et acceptée à une échelle plus grande, se justifie par ailleurs par l'interaction entre les économies nationales et les coûts liés à la conversion des monnaies domestiques lors des échanges internationaux. L'histoire de la monnaie a connu une évolution remarquable cependant, les monnaies fiduciaires et scripturales sont la norme dans la plupart des économies aujourd'hui.

Le schéma ci-après présente et définit de façon chronologique, les grands moments qui ont marqué l'histoire de la régulation monétaire des transactions internationales.

Figure 1.1.2: Évolution des systèmes et types de monnaies



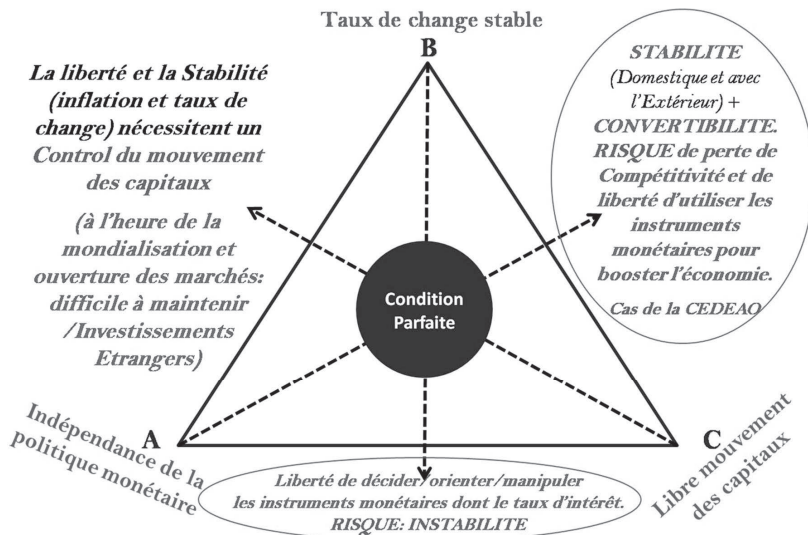
Au delà des définitions précédentes, les théories qui constituent le fondement de cet article sont : l'impossible trinité, le lien entre le taux de change et le Produit Intérieur Brut (PIB) et celui entre le taux de change et l'inflation.

1.2 L'impossible trinité

L'impossible trinité ou triangle d'incompatibilité présente le fait que tous les pays souhaitent réaliser trois objectifs majeurs : avoir à la fois une politique monétaire indépendante (A), une stabilité des taux de change (B) et une libre circulation internationale des capitaux (C). Cependant,

seuls deux de ces trois objectifs peuvent être atteints simultanément comme expliqué dans la *Figure 1.2.1* ci-dessous ;

Figure 1.2.1: L'impossible trinité



Source : Inspiré du triangle d'incompatibilité de Mundell (1963)

Le côté AB de ce triangle est pratiquement insoutenable à long terme, à moins que les autorités monétaires décident d'adopter un ciblage de l'inflation indexé sur les taux d'inflation pondérés de leurs partenaires commerciaux, et d'imposer des contrôles de capitaux.

Le côté BC implique un abandon complet de la politique monétaire (particulièrement le taux d'intérêt en tant qu'outil) qui ne peut plus être utilisé unilatéralement pour des objectifs ponctuels ou structurels de relance économique nationale liés aux questions de productions ou redynamisation de l'emploi.

La partie AC du triangle oblige les autorités à adopter un taux d'échange flottant, ce qui signifie des fluctuations importantes dont une forte volatilité des prix et une crise de confiance entre les institutions monétaires des Etats de la communauté.

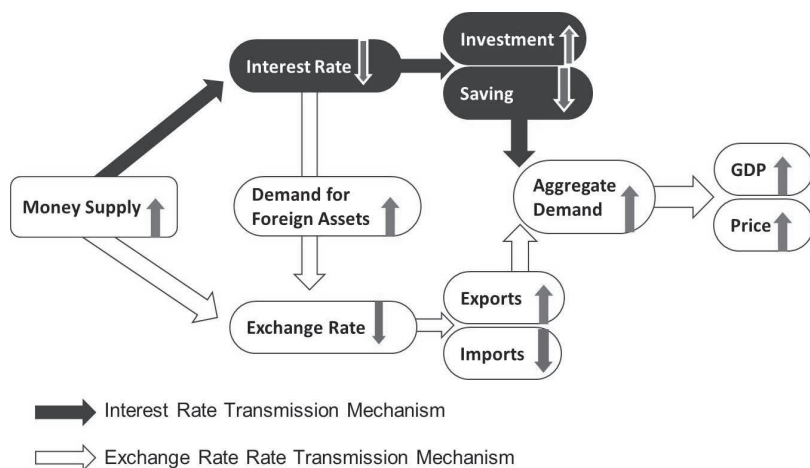
1.3 Lien théorique entre le taux de change et le Produit Intérieur Brut (PIB)

Le choix de politique monétaire entraînant la volatilité ou stabilité des taux de change peut affecter la croissance économique à travers de multiples canaux. Ici, le produit intérieur brut (PIB) est défini comme une mesure de la production économique d'un pays, la somme des valeurs ajoutées.

Dans une certaine mesure, les dépréciations du taux de change augmenteraient la demande étrangère de biens et de services produits localement, entraînant une augmentation des exportations nettes et donc une croissance du PIB. En effet, les points de vue traditionnels tels que l'approche keynésienne affirment que les dévaluations ont un effet positif sur la croissance de la production et de la demande. L'approche de l'élasticité indique que la dévaluation améliorera la balance commerciale tant que la condition de *Marshall Lerner* sera satisfaite. L'approche monétaire, quant à elle soutient que les changements de taux de change influencent l'économie réelle à court terme, mais laissent toutes les variables inchangées à long terme. Une hypothèse fondamentale faite par les monétaristes est qu'il n'y a pas de compromis à long terme entre l'inflation et le niveau de croissance de la production. Cette hypothèse est également connue sous le nom de neutralité à long terme de la monnaie et indique que les politiques monétaires expansionnistes peuvent temporairement augmenter le PIB et réduire le chômage, mais l'économie finira par retrouver le taux naturel de chômage à un taux d'inflation plus élevé.

Ce schéma ci-après montre qu'il y a deux principales voies à considérer dans l'analyse de la relation entre la politique monétaire et le Produit Intérieur Brut-PIB : la première est la modification des taux d'intérêt, connue sous le nom de mécanisme de transmission par le taux d'intérêt. La seconde se produit par l'intermédiaire des variations du taux de change connue sous le nom de mécanisme de transmission par le taux de change.

Figure 1.3.1: Mécanisme de transmission monétaire par le taux de change (sur le PIB)



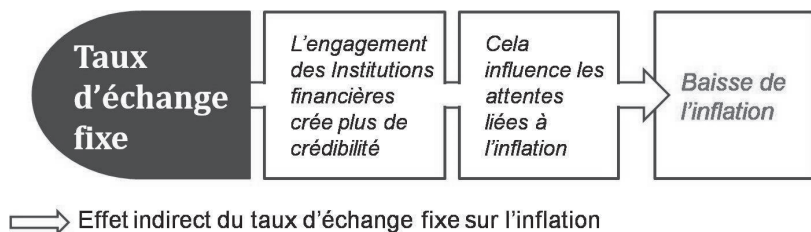
Source: Représentation propre au Rédacteur

Conformément au sujet traité dans cet article, nous nous concentrerons sur la deuxième voie de transmission qui montre comment sous un régime de change libre ou flottant, une politique monétaire expansionniste conduirait à une augmentation du PIB et des prix simultanément.

1.4 Lien théorique entre le taux de change et l'inflation

Le choix du régime de change importe car il affecte le prix des importations et des exportations. Par exemple, sous un régime de change fixe, le rôle du taux de change en tant que point d'ancrage, crée une plus grande crédibilité et stabilité des prix dans les pays à taux d'inflation élevé.

Figure 1.4.1: Exemple de l'effet du taux de change sur l'inflation



2. De l'intégration à l'inclusion économique, via la monnaie

En 2018, de manière générale, l'économie mondiale capitaliste dominante est celle dans laquelle les acteurs sont à la recherche du capital, du profit, de l'argent à tout prix. Cette préférence pour la liquidité qui occupe une place de plus en plus importante chez les acteurs économiques, justifie la vision *short-termiste* évoquée plus tôt dans l'avant propos. La monnaie, du fait qu'elle donne accès à tous les services ou produits marchands, est passée d'instrument monétaire à la finalité de l'action économique. La monnaie pourtant doit être pleinement utilisée comme un instrument d'intégration facilitant l'accès aux services et biens nécessaires à la vie en société. Pour André Orléan⁴, économiste français, la théorie de la monnaie vient avant la théorie de la valeur. Notre compréhension de la monnaie dans cet article est fondamentalement basée sur une approche instrumentaliste qui se veut constructive et effective. Rappelons que dans la pratique, le choix de la politique monétaire ou du régime de change, définit le niveau d'intégration des pays. Dans ce cadre précis, l'Economie, qui peut être définie comme étant l'Echange de valeurs ajoutées créées

4 Orléan André est un économiste, spécialiste des questions financière et monétaire. Il a notamment publié *L'empire de la valeur. Refonder l'économie* aux Éditions du Seuil en 2011 qui a reçu le prix Paul Ricœur et le prix de l'AFSE, entre autre. André Orléan est Président d'honneur de l'Association française d'économie politique (AFEP), association qui milite pour le pluralisme des approches en économie.

par la valorisation du travail et la gestion efficiente des ressources rares, devra favoriser la circulation la plus large possible des biens et services. Ce processus, appelé intégration économique, vise à atteindre une plus grande mobilité des acteurs et à rendre plus accessibles les biens et services d'une zone économique. L'intégration économique est composée de 5 grandes étapes bien connues :

- 1. La réduction des barrières** (douanières, tarifaires, politiques, linguistiques, comportementales, corruptions, etc.)
- 2. L'instauration de tarifs extérieurs communs ou d'une union douanière.** A ce sujet, rappelons que pour l'Afrique de l'Ouest, c'était en décembre 2014 à Abuja, au Nigeria, lors de la 46^{ème} session ordinaire des Chefs d'Etats de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest- CEDEAO, que cela a été lancé. Cette étape est basée sur un système d'harmonisation des droits et taxes applicables aux marchandises, services et produits importés au sein de la communauté régionale.
- 3. La formation d'un marché commun** qui vise une plus grande liberté de mouvement des capitaux, des populations, des biens, services et technologies.
- 4. L'union monétaire** qui est un choix de politique monétaire tributaire d'un niveau d'intégration économique avancé dont la monnaie unique en est le pilier.
- 5. L'union politique** qui est un choix économique et idéologique de différents peuples ou pays à adopter un gouvernement central, fédérateur. Cette étape, non indispensable, est la forme la plus achevée du processus d'intégration.

Cette intégration économique et peut-être politique, très procédurale et théorique sous sa forme actuelle, peine cependant à produire les impacts souhaités en terme de développement socio-économique pour les populations de la CEDEAO.

Le passage d'une intégration économique à une économie inclusive nécessite une définition de ces deux notions :

- **L'intégration économique** renvoie à la situation d'un pays désireux d'être membre d'une communauté, d'un processus qui vise à lui **définir en aval**, une place dans ce regroupement économique. Ce processus peut être qualifié de progressif, correctif et bien souvent

réactionnaire. **Dans la pratique, cela exige une sorte d'adaptation, de redéfinition ou d'abandon d'une partie de soi afin de mieux s'intégrer à ladite communauté.**

- **L'inclusion économique** quant à elle commence par la **définition en amont** des avantages comparatifs et compétitifs des pays membres d'une communauté. Cela renvoie à la situation d'un pays dont on définit clairement le rôle, la contribution possible au sein du regroupement économique. Ce processus peut être qualifié de préventif, étant construit de manière structurelle, sur le long terme. Dans la pratique, une économie inclusive se base sur le rapprochement des différences socio-économiques et culturelles qui nourriront les échanges en son sein. **Elle n'exige donc pas un abandon de soi mais plutôt une acception de l'Autre avec un *focus* sur ses forces et son apport spécifique au sein de la communauté.** La nouveauté de cet article consiste à définir les étapes nécessaires à la réalisation d'une inclusion économique et à les illustrer.

L'inclusion économique peut renfermer cinq (5) phases principales :

- 1. L'identification et la valorisation des différences.** C'est une phase analytique qui consiste à définir les avantages comparatifs et compétitifs de chaque pays membre. Cela se fera sur le long terme en considérant différents indicateurs de performances socio-économiques, sociologiques, culturels, géopolitiques, sectoriels, etc.
- 2. Le financement de projets communs et programmes d'utilité commune.** La collecte de taxes à l'échelle régionale ou communautaire (tarifs extérieurs communs) devra servir au financement d'activités du même ordre, accessibles à tous. Ces investissements devront nécessairement être soutenus par une politique de communication qui viserait à nourrir le sentiment d'appartenance des populations de la zone économique. Dans la pratique, cette approche pourrait se faire verticalement (avec pour cible la population de la Nation où le projet a été réalisé) ou horizontalement/inter-Etats, en ayant pour objectif d'attirer vers un pays particulier, les populations de l'ensemble de la zone regroupant d'autres pays.
- 3. La mise en œuvre d'une médiation structurelle des économies.** Il s'agira ici, sur la base des avantages comparatifs identifiés précédemment, de mettre en exergue et en relation des secteurs d'activités

porteurs dans chaque pays. L'analyse se fera sur le long terme afin de créer durablement une sorte de médiation structurelle des économies en exploitant ces avantages comparatifs. Sans devoir le dire, cette approche inclusive devrait créer, lors de sa mise en œuvre, une plus grande mobilité des personnes, des biens et services.

4. La réalisation de performances macroéconomiques partagées qui passe par la **mise en place d'outils** d'ajustement économique, monétaire et d'évaluations continues. Ces outils incluent le choix des régimes de change, la monnaie unique, banque centrale, le panier de changes, le taux d'intérêt, le taux d'emprunt sectoriel, le taux de change directeur, le degré d'ouverture des secteurs d'activité, le flux des capitaux étrangers, une fiscalité harmonisée, etc.

5. L'atteinte de convergences sociopolitiques durables par la définition de nouveaux mécanismes politiques adaptés (politique commune, gouvernement commun). Cela conduirait à la mise en place d'un organisme politique dédié à renforcer les valeurs, des idéologies partagées au sein de la communauté en vue d'un enracinement culturel et politique nécessaire à la médiation structurelle des économies.

Récapitulatif des étapes des processus d'intégration et d'inclusion économiques

	Intégration économique	Inclusion économique
1^{er}	Réduction des barrières →	Identification et valorisation des différences.
2^{ème}	Instauration de tarifs extérieurs communs →	Financement de projets communs et programmes d'utilités communes, suivi d'une stratégie de communication/accessibilité.
3^{ème}	Formation d'un marché commun →	Mise en œuvre d'une médiation structurelle des économies.
4^{ème}	Union monétaire →	Réalisation de performances macroéconomiques partagées grâce aux outils d'ajustement et d'évaluation économique définis préalablement.
5^{ème}	Union politique →	Mise en place d'un organisme dédié à renforcer l'enracinement culturelle, politique et idéologique nécessaire à la médiation structurelle des économies en vue de la création d'un Etat Fédérateur.

3. Illustration du passage de l'intégration à l'inclusion économique au sein de la CEDEAO

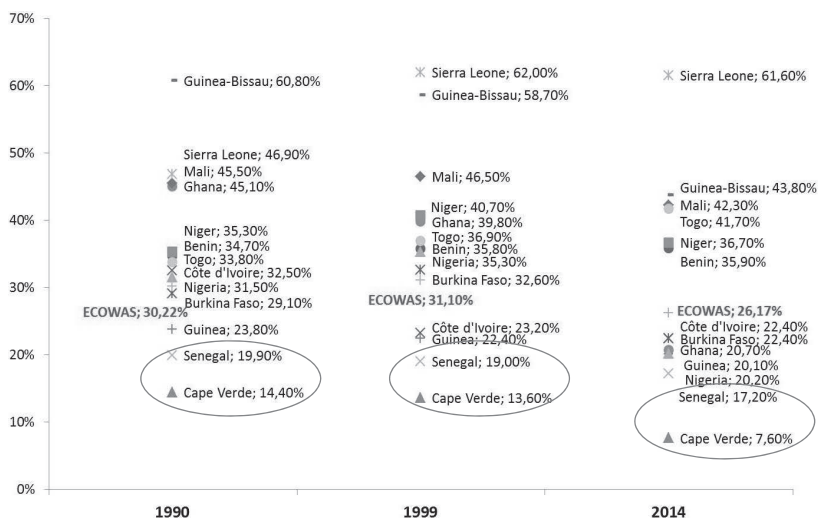
3.1 L'identification et la valorisation des différences.

Au sein de la CEDEAO, il y a huit (8) pays sur quinze (15) qui ont formé une union monétaire appelée l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), avec une banque centrale unique. Les pays membres de l'union monétaire sont : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau (rejoint en 1997), le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

D'autre part, les sept autres membres (le Cap-Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Nigeria et la Sierra Leone) ont leurs propres banques centrales et leurs monnaies nationales respectives. Excepté le Cap vert dont le taux de change est assez stable, la plupart de ces économies sont sous un régime de change flottant.

L'étape de l'identification et valorisation des différences est essentielle pour la construction d'une économie inclusive. Elle permettra de faire une analyse structurelle des économies en tenant compte de leur homogénéité ou hétérogénéité. Cela devra être basé sur des données historiques de long terme, comme présenté ci-dessous pour les pays de la CEDEAO:

**Figure 3.1.1: Secteur agricole de la CEDEAO, 1990, 1999 et 2014 –
Valeur ajoutée (% du PIB)**

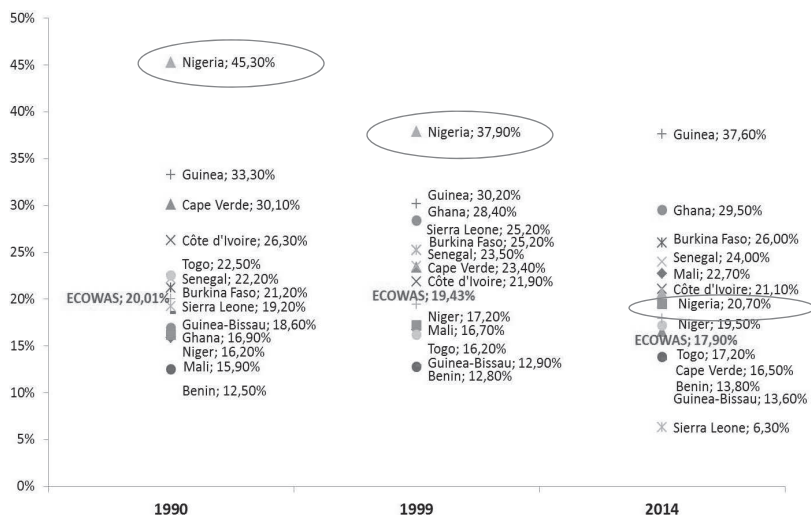


Source: Données sur les comptes nationaux de la Banque mondiale

La Figure 3.1.1 montre que la part de l'agriculture dans la valeur ajoutée totale au sein de la CEDEAO a légèrement augmenté de 30,22% à 31,10% entre 1990 et 1999 ; ce taux n'a ensuite diminué que de 5% entre 1999 et 2014 pour atteindre 26,17%. Sur l'ensemble de la période 1990-2014, l'agriculture représente moins de 20% de la valeur ajoutée totale au PIB seulement dans deux pays (Sénégal et Cap-Vert). Les autres pays de la CEDEAO sont restés des « économies fortement basées sur le secteur agricole au sens large du terme ». Cette forte concentration et le rôle du secteur agricole au sein de la CEDEAO n'a quasiment pas évolué durant 25 années.

D'autre part, la part de l'industrie dans la valeur ajoutée totale a également continué à baisser au cours des dernières décennies, avec au taux de 20,01% à 17,90% pour la zone CEDEAO, ce, durant la même période.

Figure 3.1.2: Secteur industriel de la CEDEAO, 1990, 1999 et 2014 – Valeur ajoutée (% du PIB)

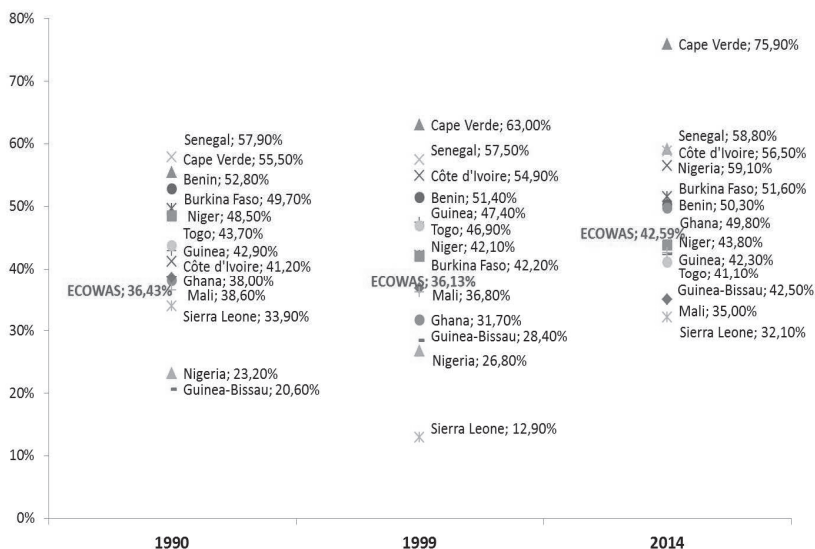


Source: Données sur les comptes nationaux de la Banque mondiale

A l'instar de la CEDEAO, la part de l'industrie a également baissé dans les pays de l'union monétaire (UEMOA) mais reste proche du niveau moyen régional de 20%. Le Nigeria ne fait pas l'exception dans cette tendance à la baisse de la contribution du secteur industriel dans la production nationale.

A l'inverse, la part des activités des services (*Figure 3.1.3.*) incluant l'intermédiation financière, la location, l'immobilier, les transports et les activités commerciales, a fortement augmenté, passant de 36,43% en 1990 à 42,59% en 2014. En 2014 ; les pays dont le Sénégal, le Cap-Vert et la Côte d'Ivoire portent leurs contributions au delà de la moyenne de la CEDEAO. Ce secteur est assez hétérogène, la plus faible contribution est de 32,10% en Sierra Leone, et plus de 75% au Cap-Vert ces dernières années.

Figure 3.1.3: Secteur des services de la CEDEAO, 1990, 1999 et 2014 – Valeur ajoutée (% du PIB)

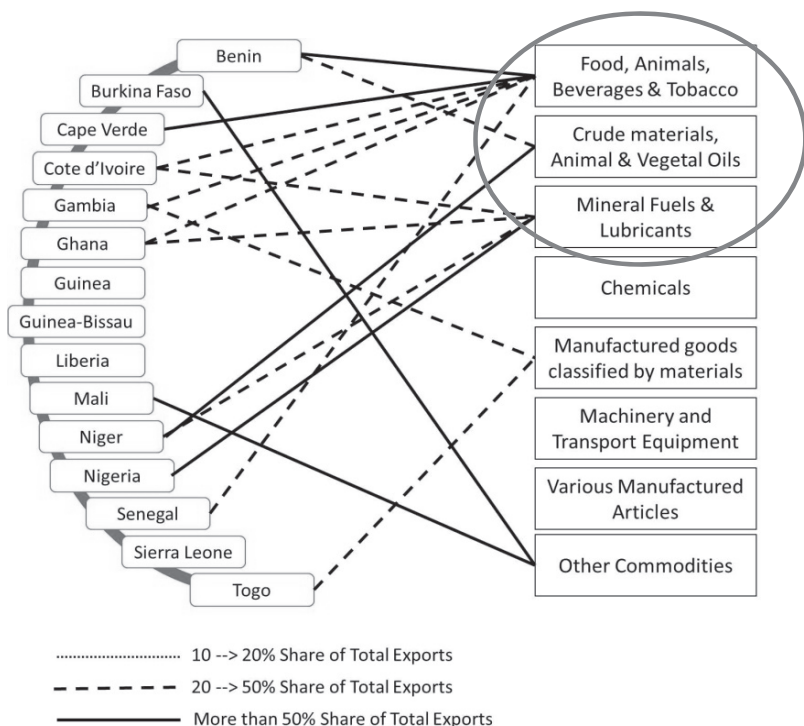


Source: Données sur les comptes nationaux de la Banque mondiale

En résumé, depuis trop longtemps (1990-2014), la plupart des pays de la CEDEAO ont maintenu leur structure économique inchangée. Durant vingt cinq (25) ans, il n'y a pas eu une orientation économique clairement appliquée.

À l'exception du Nigeria, qui est un pays producteur de pétrole dont il est dépendant, le secteur agricole des économies des États membres de la CEDEAO occupe une place de choix particulièrement dans leurs exportations.

Figure 3.1.4: Fortes exportations des ressources agricoles et minières



Source: Design propre au Chercheur sur la base de UN ComTrade database 2014)

Au Sénégal par contre, le secteur agricole a une contribution moins importante par rapport au PIB : moins de 20%. Le secteur du tourisme et le service bancaire jouent un rôle plus important dans le PIB du Sénégal. Cette identité structurelle des pays doit être définie de façon plus approfondie et détaillée car, elle constitue le fondement des étapes suivantes vers l'inclusion économique avec des activités sectorielles interconnectées. Ainsi, après avoir donné cette image générale des différences structurelles des économies de la CEDEAO, la suite de cette illustration du processus d'inclusion économique sera relative à la nécessité de financer davantage de projets qui nourriront effectivement cette volonté d'intégration.

3.2 Le financement de projets communs et programmes d'utilité commune.

Les caractéristiques structurelles des économies présentées dans la session précédente sont le résultat d'autres facteurs, dont les questions de financement. Dans le cadre du processus d'intégration, l'accent est mis sur la collecte de fonds par l'instauration de tarifs extérieurs communs. Cependant, l'inclusion économique va bien au delà de la collecte. Nous considérons que la définition des postes d'allocation des fonds collectés à l'échelle communautaire, doit exclusivement correspondre à l'atteinte des objectifs d'intégration des populations et des économies. En effet, une caractéristique majeure de la région CEDEAO est la faible inter-connectivité des Etats membres, due en grande partie au sous-développement **des infrastructures qui rapprochent** à l'échelle régionale. Cela a bien entendu des répercussions négatives sur l'objectif de l'intégration et inclusion du marché. Les raisons de ces insuffisances varient. Par exemple, le Nigéria finance à lui seul, plus de 60% du budget de fonctionnement de la CEDEAO, ce qui lui donne un pouvoir de décision plus important. En outre, le Nigeria représente 77% du produit intérieur brut de l'Afrique de l'Ouest. À première vue, l'économie nigériane pourrait être le garant de la future monnaie unique de la zone, mais sa forte dépendance au pétrole et son instabilité politico-sécuritaire sont à prendre en compte.

La précision et la transparence quant à la gestion des projets communs et programmes d'utilités communes, accompagnées d'une stratégie de communication sur les bénéfices et avantages comparatifs nationaux (*verticalement*) et inter-Etats ou sous régionaux (*horizontalement*), renforceront ce cadre de confiance indispensable à la collecte de moyens de financements auprès des différents acteurs (la Banque centrale, Banques de développement et d'investissement, les pays partenaires à l'import-export, les entrepreneurs, populations, etc.).

Par exemple, la mise en circulation du passeport unique ou des frais de visa-intra Africain devrait permettre une collecte de fonds important auprès des classes économiques moyennes et supérieures, et assurer aux ressortissants des 54 pays africains de voyager à travers toute l'Afrique, de se redécouvrir. Ce type d'initiatives ne devrait pas concerner que les

Chefs d'État et leurs ministres. Cela doit être plus inclusif en y associant les populations africaines qui conserveraient leur passeports nationaux et se verraient délivrer un visa ou passeport africain par l'Union Africaine. Par ailleurs, ces dernières années, la Banque Ouest Africaine de Développement, BOAD qui est une institution sous-régionale dont la mission est de *promouvoir le développement équilibré des Etats membres et de contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest*, a investi énormément. Cela s'est fait de manière innovante par des prises de participation au capital de fonds d'investissement axés sur les PME et la construction de projet de plus grandes tailles dont les Aéroports. Les investissements de la Banque ouest-africaine de développement ont atteint en Afrique de l'Ouest 5 109,8 milliards FCFA a indiqué un récent communiqué de l'institution financière sous régionale.

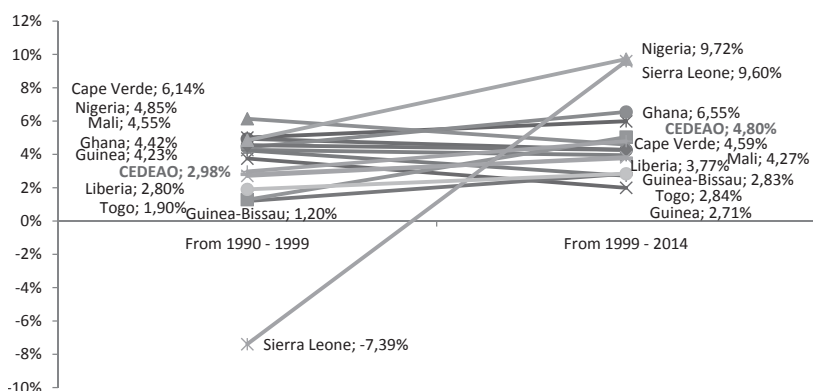
La construction des centres aérés par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest est un autre bon exemple qui malheureusement bénéficient exclusivement aux agents et familles de la dite banque. Une plus grandes accessibilité de ces infrastructures et une communication voire promotion sont des impératifs à l'atteinte d'une économie inclusive !

Les sessions suivantes (3.3 et 3.4) viseront à montrer de manière pratique et comparative, sur la base des données historiques (1990-2014), comment atteindre de meilleures performances macroéconomiques des 15 économies intégrées au sein de la CEDEAO. Nous nous concentrerons sur l'analyse et l'interprétation de certains pays pour explorer en quoi une médiation structurelle peut être construite. Cela se fera en tenant compte de la relation factuelle et théorique entre la politique monétaire et la performance économique couvrant les périodes 1990-99 et 1999-2014. L'année de rupture choisie est 1999, ce qui représente l'année de l'introduction de la monnaie européenne qui a conduit à une dépréciation importante des monnaies d'Afrique de l'Ouest en raison de liens économiques solides avec les pays européens. Ainsi, en cohérence avec les fondamentaux théoriques exposés précédemment, le choix des indicateurs de performance est justifié par les objectifs macroéconomiques principaux des décideurs de la politique monétaire Ouest Africaine : croissance du PIB (3.3) et contrôle de l'inflation (3.4).

3.3 La mise en œuvre d'une médiation structurelle des économies.

La construction à long terme d'une médiation des économies commence par l'analyse des performances macroéconomiques des pays membres de la communauté régionale. Dans la figure ci-dessous, les performances liées à la croissance du PIB varient considérablement : certains pays sont bien plus performants que d'autres. Par exemple, des pays comme la Sierra Leone (9,60%), le Nigéria (9,72%) et le Ghana (6,55%) présentent une croissance du PIB supérieure à la moyenne régionale de la CEDEAO qui était de 4,80% durant la deuxième période (1999-2014) comme indiqué dans la *Figure 3.3.1*. Dans le même temps, la plupart des pays membre de l'union monétaire (UEMOA) ont enregistré une croissance lente du PIB, inférieure à la moyenne de la CEDEAO.

Figure 3.3.1: Croissance moyenne du PIB réel de la CEDEAO-15, pendant la période 1990-99 et 99-2014



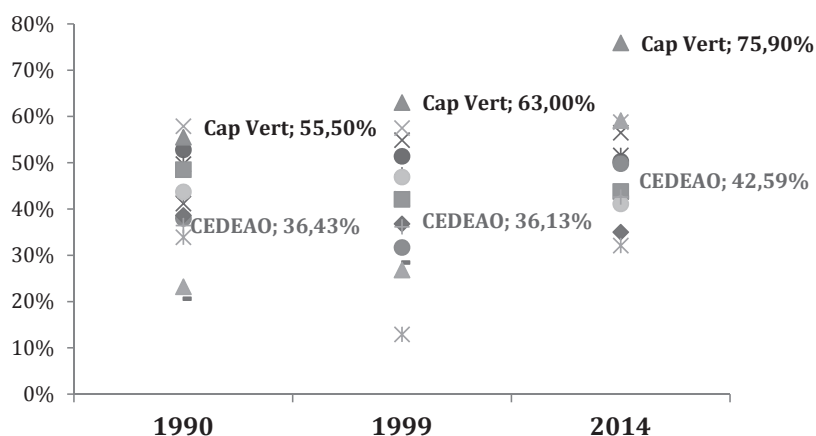
Pour des pays en voie de développement, un taux de croissance du PIB aussi lent et presque constant pourrait s'expliquer par l'économie mondiale qui faisait face à des défis économiques et d'instabilités notamment aux Etats-Unis et dans la Zone Euro. Il est clair que la mondialisation a toujours eu un impact sur les économies des pays d'Afrique de l'Ouest, qui sont en grande partie des économies ouvertes et sont donc

vulnérables aux chocs économiques exogènes. La faiblesse de la croissance et l'incertitude dans les économies avancées affectent les marchés émergents des économies en développement par le biais des circuits commerciaux et financiers. La faiblesse du pouvoir d'achat et de la confiance des ménages, les conditions financières relativement tendues et la poursuite de l'assainissement budgétaire ont entravé la croissance économique dans les économies basées sur les matières premières telles que les pays de la CEDEAO.

Prenons pour exemple quelques cas : le Cap Vert, le Ghana et le Nigeria :

Le Cap-Vert a un marché intérieur petit et faible; l'agriculture et l'industrie manufacturière sont moins développées. Néanmoins, l'économie du Cap-Vert est axée sur les services, le commerce, le transport, le tourisme et les services publics représentant environ les trois quarts du PIB, comme le montre la *Figure 3.3.2*.

Figure 3.3.2: Secteur des services du Cap-Vert, 1990, 1999 et 2014
Valeur ajoutée (% du PIB)



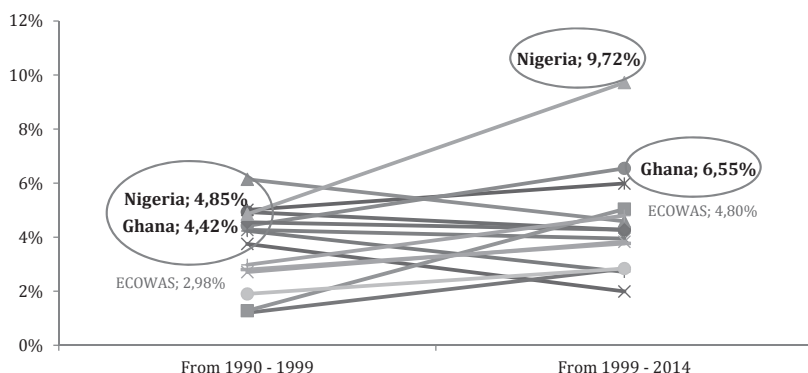
Source: World Bank National Account Data, 2015

La contribution des services au PIB ne cesse d'augmenter au fil des années : 55,5% en 1990 puis 63% en 1999 à 75,90% en 2014. Cette orientation économique claire du Cap-Vert est très prometteuse et

rappelle le cas d'un pays d'Asie du Sud-Est : Singapour (une petite économie ouverte, sans ressources naturelles et minérales majeures, mais une économie orientée vers le service basé sur le développement du capital humain. Singapour a réussi à faire de son économie l'une des premières des 10 Etats regroupés au sein l'Association des Nations d'Asie du Sud Est-ANASE). Ce modèle de croissance économique pourrait servir au Cap Vert. Malgré l'insuffisance de ressources naturelles, une gestion économique saine produit une amélioration constante du produit intérieur brut. La monnaie Cap-Verdienne liée de facto à l'euro et la stabilité politique est la principale force de cette petite économie.

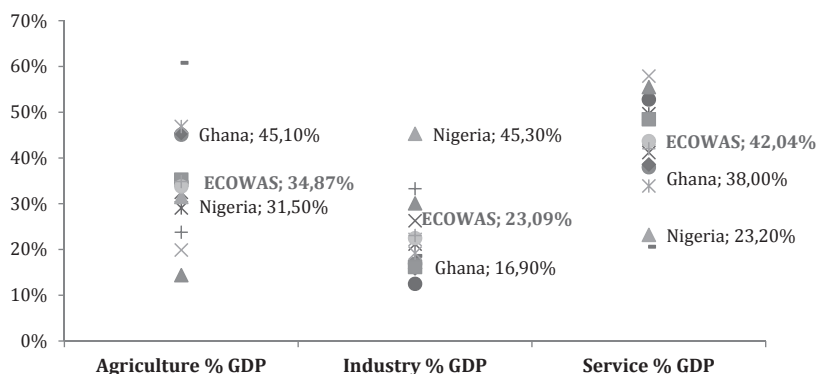
Selon la Banque mondiale, le Ghana est la deuxième économie la plus riche de la région de la CEDEAO et, grâce à la découverte et à l'exploitation du pétrole sur les côtes Ghanéenne, le pays est devenu un pays à revenu intermédiaire depuis quelques années. Le Ghana et le Nigeria ont tous deux maintenu leur croissance du PIB réel au-dessus du taux moyen de la CEDEAO au cours des 25 dernières années.

Figure 3.3.3: Croissance moyenne du PIB réel du Ghana et du Nigéria entre 1990-99 et 99-2014



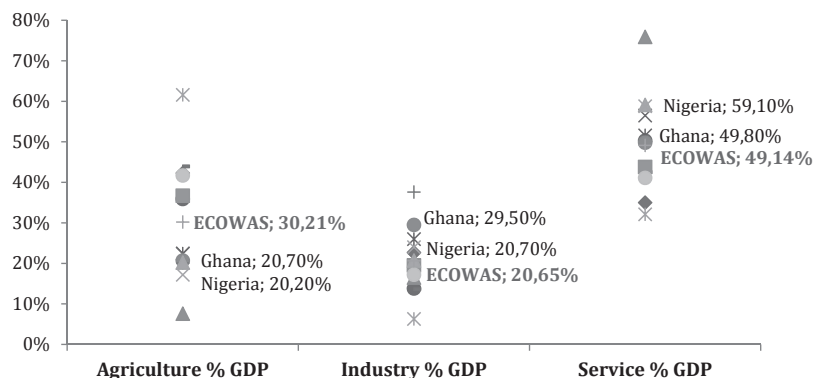
Cette performance macroéconomique exceptionnelle peut s'expliquer par les réformes structurelles de leurs économies. Ces figures comparent les changements économiques structurels survenus entre 1990 et 2014 au Ghana et au Nigéria.

Figure 3.3.4: 1990 Valeur ajoutée du Ghana et du Nigéria (% du PIB) des secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services



Source: World Bank National Account Data, 2015

Figure 3.3.5: 2014 Valeur ajoutée du Ghana et du Nigéria (% du PIB) dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services



Source: World Bank National Account Data, 2015

Au Ghana, le secteur des services a augmenté sa part du PIB de 38% en 1990 à 49,8% en 2014. En revanche, le secteur de l'agriculture a continué de connaître une part décroissante par rapport au PIB, passant de 45,10% en 1990 à 20,70% en 2014. L'augmentation constante de la part du secteur industriel dans le PIB s'est poursuivie ; elle est passée de

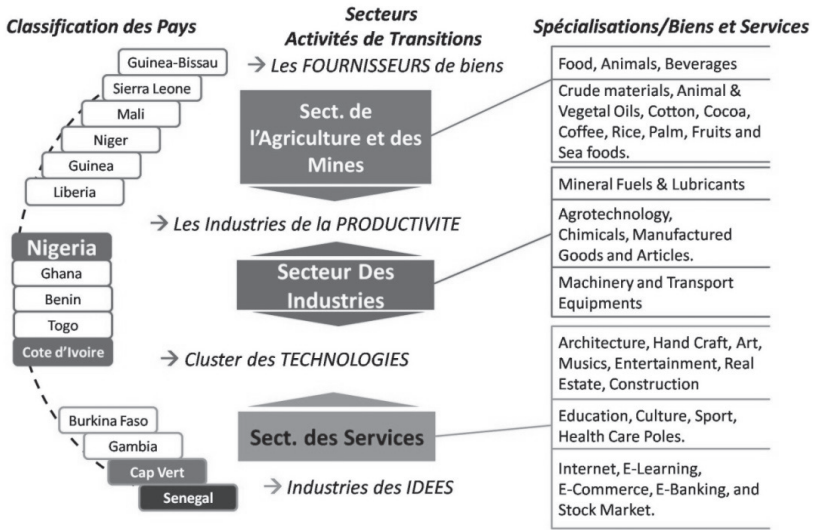
16,90% en 1990 à 29,5% en 2014, comme le montrent les *Figures 3.3.4 et 3.3.5*.

Le Nigeria montre une transformation économique explicite vers des « activités basées sur les services ». On peut remarquer la part décroissante des secteurs agricoles de 31.50% en 1990 à 20.20% en 2014 et le secteur industriel de 45.30% en 1990 à 20.70% en 2014. Cependant, le taux de change qui reste très volatile et la baisse des prix du pétrole constituant la rente principale de l'Etat, demeurent les défis majeurs du Nigeria. Dans ce cas, le concept de taux de change, basé sur une commodité ou un panier de commodités, pourrait être reformulé et adapté aux caractéristiques économiques du Nigeria. En effet, le choix d'une politique de taux de change susceptible de favoriser la croissance économique et d'assurer la stabilité macroéconomique, n'est pas une décision facile à prendre car elle nécessite la prise en considération de la structure de l'économie domestique et ses liens avec ses partenaires communautaires et internationaux.

Sur la base des cartographies qui ont montré l'évolution et les changements des structures économiques et la contribution apportée par les trois principaux secteurs des activités des pays de la CEDEAO sur 25 années, le manque de spécialisation pour un rapprochement des économies reste réel. Considérant le faible lien entre les secteurs de l'industrie et de l'agriculture qui mobilise plus de 50% des emplois et de la main d'œuvre total dans ces pays d'Afrique de l'Ouest, la CEDEAO a encore du chemin à faire pour construire une économie régionale inclusive. Le développement durable des secteurs de l'agriculture et de l'industrie ont besoin d'un secteur des services fortement en croissance et innovant grâce aux investissements dans les transports, les nouvelles technologies, l'internet, le commerce électronique, la banque, l'Education etc. qui attireront plus d'investisseurs, créeront des activités dynamiques pour les jeunes. Ces investissements doivent nécessairement se faire sur les acquis culturels (mode de vie des populations) existant dans chaque pays, chaque secteur. Cependant, il existe une homogénéité ou ressemblance structurelle dans les pays de la CEDEAO, vue de manière générale. À l'exception du Nigeria, la majorité des ces pays sont des économies de petites tailles et ont des « dotations en facteurs de production » presque similaires. Heureusement, au cours des dernières années, certains pays comme le Sénégal, le Cap-Vert et la Cote d'Ivoire

ont commencé à définir la spécificité et la force de leurs pays respectifs. Pour maximiser ce potentiel, il est nécessaire de renforcer l'intégration régionale par diverses mesures convergentes. En guise de solution, nous avons construit un « cluster sectoriel intégré pour l'emploi à l'échelle régionale » pour la CEDEAO en fonction de la structure des économies qui la composent. L'objectif est d'accroître les échanges au sein de la région, sur la base de la **stratégie sectorielle de spécialisation et de médiation économique**.

Figure 3.3.6: Médiation structurelle des Economies de la CEDEAO / Clusters Intégrés



Source: World Bank National Account Data, 2015

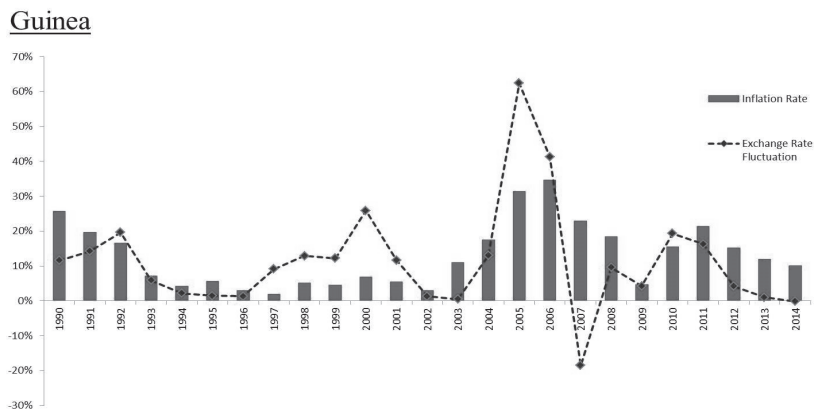
3.4 La réalisation de performances macro-économiques partagées et mise en place d'outils adaptés

Il a été théoriquement montré dans les sessions précédentes que la politique du taux de change, en tant qu'instrument monétaire, peut être un utilisé pour stimuler les économies et atteindre des performances macroéconomiques. A côté du PIB, le contrôle de l'inflation est l'autre objectif principal des décideurs de la politique monétaire.

La Guinée

La priorité de l'autorité monétaire de la Guinée est de réduire le taux d'inflation sous un choix régime de change flottant. La figure ci-dessous montre un co-mouvement et une corrélation positive entre la dépréciation du taux de change et l'accroissement de l'inflation. Cette incapacité de la Guinée à contrôler le taux d'inflation est principalement due à la mise en œuvre d'une politique monétaire inadéquate.

Figure 3.4.1: Evolution du taux de change et de l'inflation en Guinée, 1990-2014



Sources: World Development Indicators (WDI-2014) & World Data Atlas / knoema.com

En 2004, le taux d'inflation en Guinée a atteint le taux moyen de 17,50% et 34,70% en 2006. En outre, de 1999 à 2014, la Guinée a enregistré l'un des taux d'inflation moyen les plus élevés (15,33%) comparés à ses voisins de la CEDEAO, comme le montre le tableau 3.4.1 ci-dessous.

Table 3.4.1: Inflation en Guinée, le taux le plus élevé de la CEDEAO 1999-2014

	Benin	Côte d'Ivoire	Gambia	Ghana	Guinea	Guinea-Bissau	Liberia	Nigeria	Sierra Leone	ECOWAS
From 1990-1999	7,74%	6,24%	5,43%	27,54%	9,35%	37,45%	5,30%	30,64%	45,93%	13,83%
From 1999-2014	3,07%	2,55%	6,12%	15,21%	15,33%	2,51%	9,32%	11,79%	9,71%	5,96%
1990-2014	5,41%	4,39%	5,78%	21,37%	12,34%	19,98%	7,31%	21,21%	27,82%	9,90%

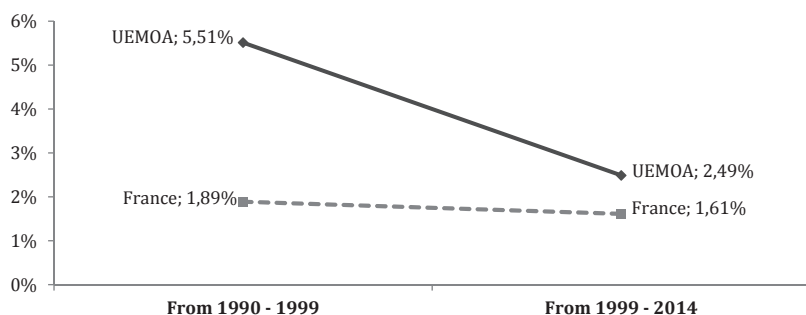
Sources: World Development Indicators (WDI-2014) & World Data Atlas / knoema.com

Les données du *Tableau 3.4.1* montrent par ailleurs que les taux d'inflation dans les pays de la zone monétaire commune (UEMOA) étaient des taux à un chiffre sur les 25 ans (1990-2014). Le taux d'inflation moyen de 1990 à 1999, n'a été que de 5,51% et a été ramené à 2,49% au cours de la période 1999-2014. Pendant ce temps, dans les autres pays ayant une banque centrale nationale avec plus d'indépendance, tous les taux d'inflation étaient presque tous à deux chiffres.

Ces pays membre de l'union monétaire sont contraints d'utiliser une politique restrictive pour maintenir la confiance, la stabilité et la convertibilité de leur monnaie commune. En outre, le franc CFA (nom de la monnaie unique qui circule dans les huit pays membres) est arrimé à l'Euro, et cela contribue également à maintenir le taux d'inflation bas. En effet, le taux d'inflation et les taux d'intérêt de la plupart des pays développés sont maintenus bas durant la même période.

Considérons par exemple, les taux d'inflation en France, l'un des partenaires européens majeurs et historiques des économies de l'UEMOA. Comme le montre la figure 3.4.2, les taux d'inflation de l'UEMOA ont suivi la même tendance à la baisse.

Figure 3.4.3: Evolution des taux d'inflation en France et des pays de l'UEMOA, entre 1990-99 et 99-2014

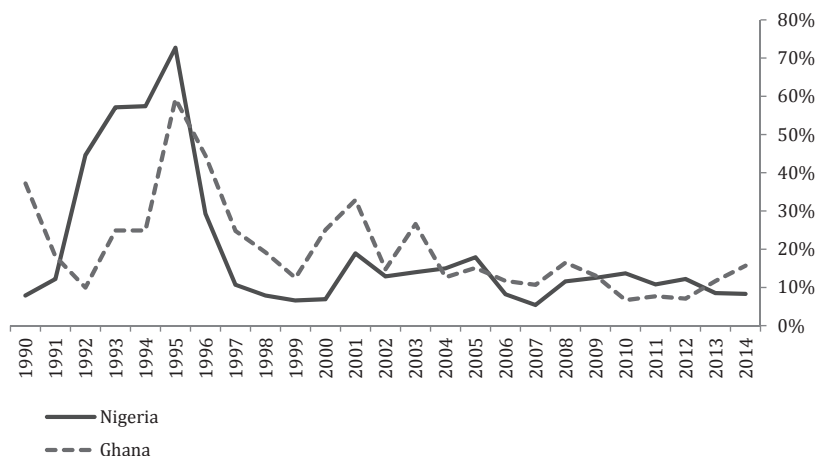


Sources: Données sur les comptes nationaux de la Banque mondiale, 2015 et World Data Atlas / knoema.com

Le Nigeria et le Ghana

En plus de la Guinée, d'autres pays comme le Ghana, le Nigéria et la Sierra Leone ne présentent pas de bons résultats relatifs au contrôle de l'inflation. En analysant les cas nigériens et ghanéens réunis, on pourrait établir une corrélation positive entre les variations de leurs taux d'inflation.

Figure 3.4.1: L'inflation au Ghana et au Nigeria, l'un des taux les plus élevés de la CEDEAO 1999-2014



Sources: World Development Indicators (WDI-2014) & World Data Atlas / knoema.com

Ce co-mouvement est en partie dû au fait que l'instrument monétaire utilisé par le Nigeria et le Ghana, était le même. Leur instrument n'est ni le taux de change ni le taux d'intérêt. En fait, la politique monétaire de ces banques centrales du Nigéria et du Ghana était basée sur un ciblage des agrégats monétaires via un contrôle quantitatif de l'offre de leurs monnaies.

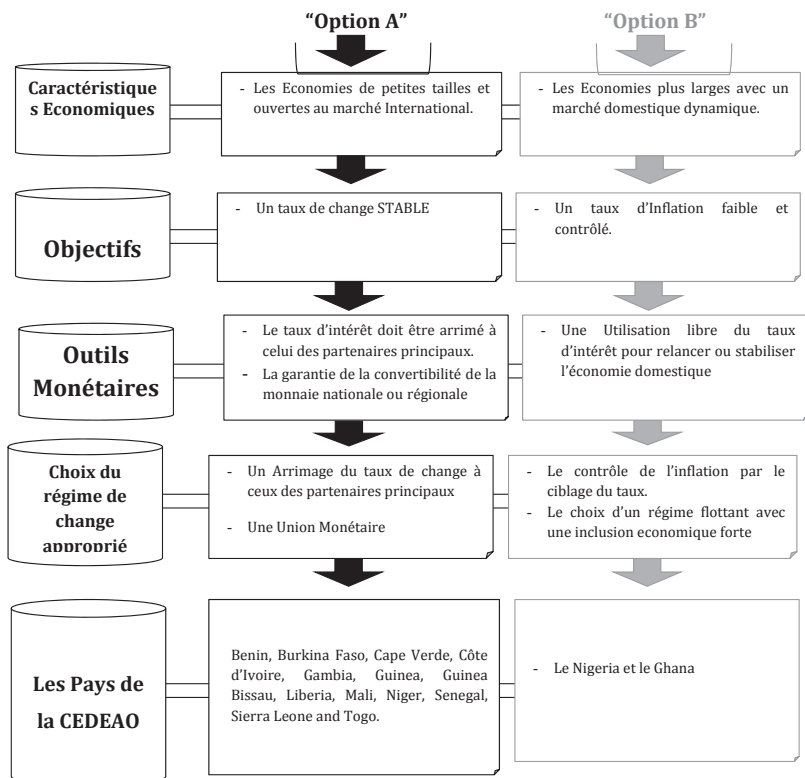
Cette approche est difficilement efficace car dans la pratique car il y a un choix à faire entre cibler le taux de change ou l'inflation/taux d'intérêt. Le ciblage des agrégats monétaires est généralement inefficace et trompeur, en raison des instabilités enregistrées par rapport aux demandes de monnaie, du crédit et les imprécisions de la vélocité monétaire. Ainsi, le Nigeria et le Ghana se retrouvent avec un double échec: des taux d'inflation élevés et une dépréciation des monnaies nationales.

3.5 L'atteinte de convergences sociopolitiques durables

C'est la dernière étape de la construction d'une économie inclusive. Elle renferme un aspect idéologique et politique très important. La mise en place d'une institution politique commune permettra de définir une vision claire et un engagement à long terme pour la communauté régionale. Une vision claire des politiques est essentielle pour la réussite de toute stratégie macroéconomique. Cette vision doit être fondée sur un large consensus parmi les parties prenantes telles que les banques centrales, les gouvernements, les banques de développement, les banques commerciales, les entreprises et les ménages. Il devrait créer un trait d'union ou une médiation entre le maintien des identités nationales indispensables aux échanges et les ambitions communautaires. La mise en œuvre et l'atteinte d'un tel niveau d'intégration nécessite un bon Leadership et une maîtrise des outils monétaires disponibles.

Pour conclure, nous présentons deux options qui résument la prise de décision monétaire selon les caractéristiques des économies de la CEDEAO

Figure 3.5.1: Schéma de choix de la prise de décision monétaire



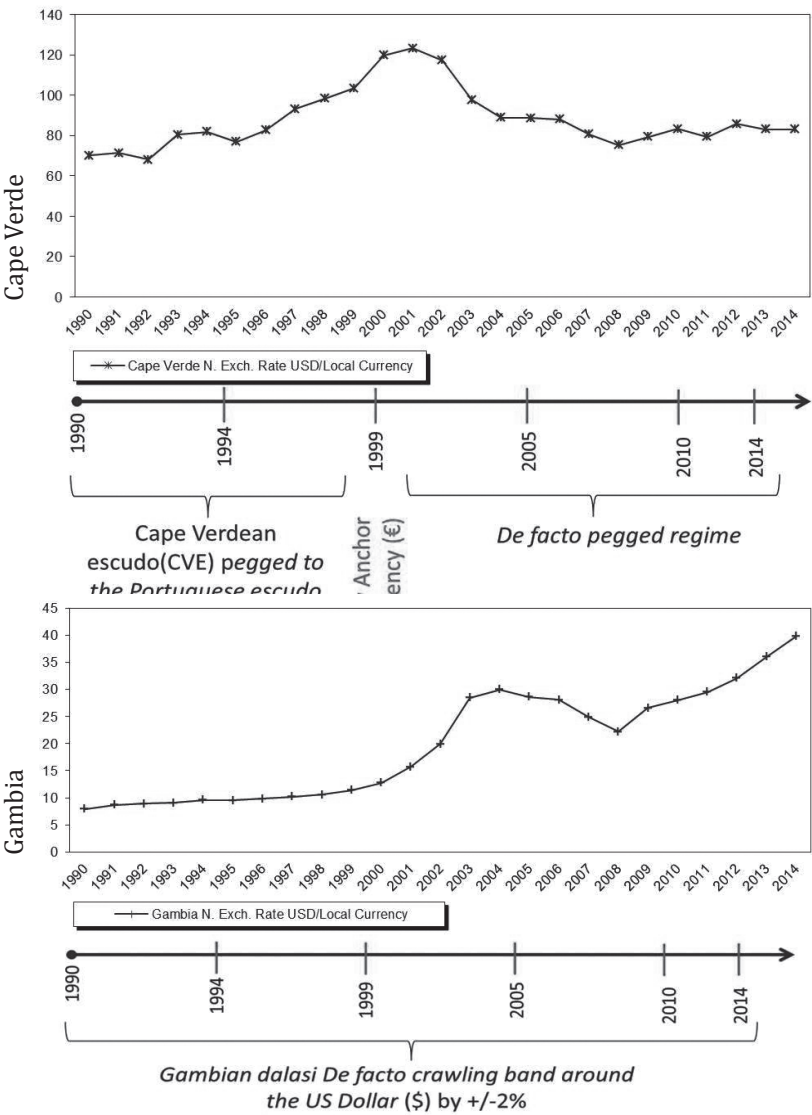
Source: The Researcher's own design

Bibliographie

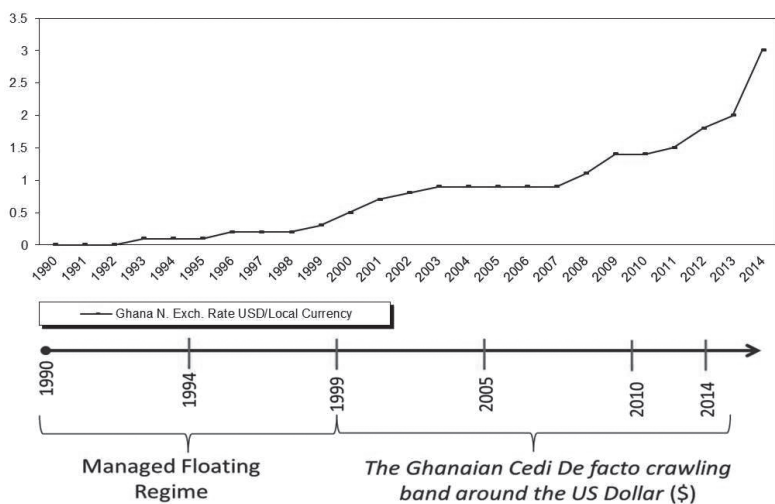
- AIZENMAN J., MENZIE D. Chinn and ITO Hiro, "The Impossible Trinity Hypothesis in an Era of Global Imbalances: Measurement and Testing". University of Wisconsin & the NBER and the Portland State University, 2009
- ENGEL, C., "Real Exchange Rates and Relative Prices: An Empirical Investigation", *Journal of Monetary Economics*, Vol 32, No. 1, 1993, pp. 35-50
- FARRELL, Mary et al. (eds.). "Global Politics of Regionalism: Theory and Practice", London : Pluto Press, 2005.
- FAWCETT, Louise, "Regionalism in Historical Perspective." Fawcett, L. and Hurrell, A. (eds.) *Regionalism in World Politics : Regional Organization and International Order*. Oxford : Oxford University Press, 1995, pp. 9-36.
- KAMAL UDDIN A., *Exchange Rate, Price Level and Output : A Structural Cointegrating VAR Approach for Malaysia*. The University of Sydney, 2004
- LARS E.O. S., *Inflation Targeting*. CEPS Working Paper No. 144. Princeton University, Mai 2017
- SLOMAN J., WRIDE A., *Economics*, 7th Ed., 2007
- L'UA crée une commission présidentielle pour promouvoir le commerce inter-africain, Panapress 16 juillet 2012.
- État de l'intégration régionale en Afrique V, Commission Economique pour l'Afrique, juin 2012.
- Independent Strategy "Creditless bubbles and logical fallacies", 2006, <http://www.instrategy.com/> (accessed 9 September 2009)
- <http://scholarpublishing.org/index.php/ASSRJ/article/view/2002>

Annexes

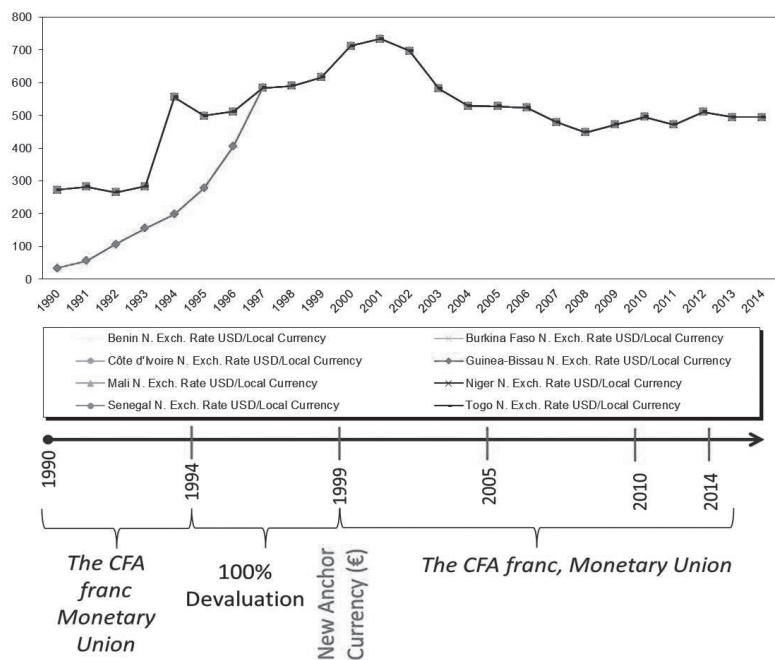
Figures A1: Evolution des taux de change des pays de la CEDEAO (1990-2014)

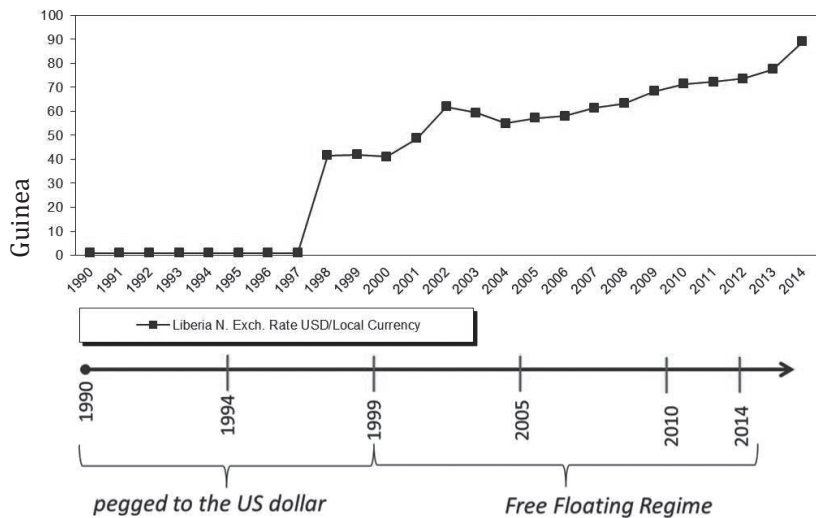
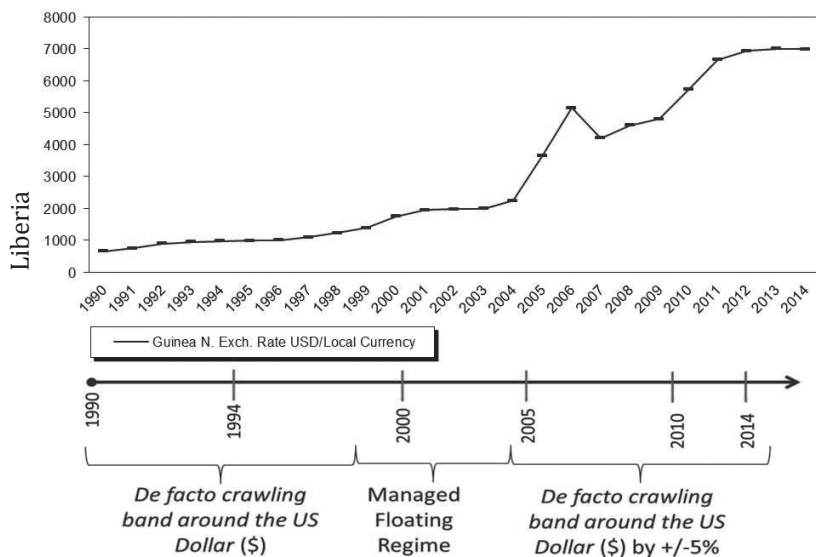


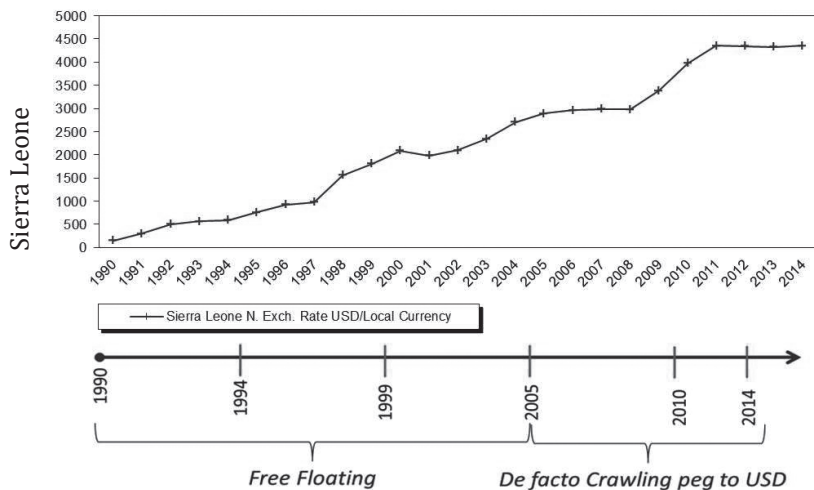
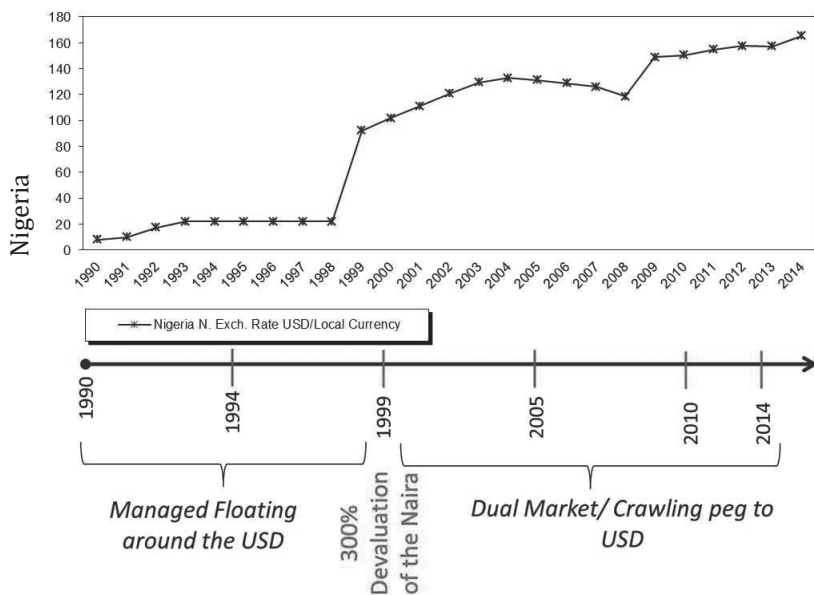
Ghana



Union Economique et Monetaire Ouest Africaine (8 Pays)







Sources: World Development Indicators (WDI-2014) & World Data Atlas / knoema.com